

## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

**Direction Départementale des Territoires**

**Service Environnement, Eau et Forêt  
Bureau de la Coordination et des Procédures**

DDT/SEEF/BCP/DP

N° S31C : 68.2899

**N° - 65**

**Arrêté de mise en demeure  
à l'encontre de la SA DALKIA ATLANTIQUE SERVICES,  
site de Toulouse (31400)  
147, avenue de Ranguel**

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 85 du 18 octobre 2001 autorisant la chancellerie des universités du rectorat de Toulouse à exploiter des installations de combustion et de cogénération (chaufferie) situées avenue de Ranguel à Toulouse, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 45 du 3 avril 2013,

Vu les récépissés de déclaration de changement d'exploitant du 1<sup>er</sup> octobre 2004 et du 21 avril 2009,

Vu la lettre du 25 février 2014 d'actualisation de classement au regard de la nomenclature des installations classées,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 juillet 2014 suite à l'inspection réalisée le 18 avril 2014,

Considérant que lors de la visite en date du 18 avril 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- absence de notice de vérification et de maintenance de l'étude technique de protection contre la foudre,
- absence de rétention de produits dangereux ou pouvant entraîner une pollution du réseau d'assainissement,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.5 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2013 susvisé, concernant respectivement la protection contre la foudre et les dispositifs de rétention des pollutions accidentelles,

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES de respecter les dispositions des articles 7.2.5 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

## ARRETE

### Article 1er :

La société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.5 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2013, sur le site qu'elle exploite à Toulouse - 147 avenue de Ranguel, ainsi qu'il suit :

- constitution de la notice de vérification et de maintenance de l'étude technique de protection contre la foudre dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté,
- mise en place d'une rétention sous les bidons de produits dangereux dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 2 :

Sans préjudice des sanctions pénales et à défaut d'exécution dans les délais prévus à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délais de deux mois à compter de la date de sa notification.

### Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES.

Toulouse, le 25 JUL. 2014

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète chargée de mission  
auprès du Préfet de la région Midi-Pyrénées,  
Préfet de la Haute-Garonne

Florence VILMUS